

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

23<sup>ème</sup> année - N° 4175 - Vendsredi 29 Juillet 2022 - Prix : 200 Fc

PROJET DE MODERNISATION DE L'ÉTAT CIVIL COMORIEN

## Azali donne le coup d'envoi



Modernisation Etat Civil.

### COLLECTIVITÉS LOCALES

**Le pouvoir central suspend  
la signature de l'accord de jumelage  
entre Mamoudzou et omboni**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

### Prières aux heures officielles Du 26 au 31 Juillet 2022

**Lever du soleil:**

06h 27mn

**Coucher du soleil:**

18h 00mn

Fadjr : 05h 14mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 15mn

Maghrib: 18h 03mn

Incha: 19h 17mn



## COLLECTIVITÉS LOCALES

# Le pouvoir central suspend la signature de l'accord de jumelage entre Mamoudzou et Fomboni

*Ce mardi 27 juillet devait être signé l'accord de jumelage entre la commune de Mamoudzou et celle de Fomboni, tout comme celui de Mutsamudu Anjouan et de Tsidjé Grande Comore avec la même commune de Mayotte il y a juste quelques jours. Mais hélas, la cérémonie était juste une messe, car le ministère des affaires étrangères aurait émis des réserves. « Si signature il en aura ce sera ultérieurement » apprend-t-on.*

C'est une déception qu'on lisait sur les visages des autorités communales et insulaires sans pouvoir l'exprimer. Une délégation de la mairie de Mamoudzou Mayotte avec à sa tête le deuxième maire adjoint Magoma Hamidani, séjourne à Mohéli depuis le lundi dernier pour une signature d'accord de jumelage entre les deux communes. Un événement qui a déjà eu lieu à

Mutsamudu Anjouan et Tsidjé en Grande-Comore malgré les inquiétudes des uns et des autres qui finissent par la demande d'avis sur la constitutionnalité de ces accords, déposée par Hachim S. Hassane ce lundi à la section de la cour constitutionnelle.

À Fomboni, c'était une visite de découverte du patrimoine culturel et social de l'île de Mohéli. C'était aussi une occasion pour les élus locaux de mener des échanges en vue d'une création d'un pont d'échange entre la commune de Mamoudzou et celle de Fomboni. Cette délégation a sillonné la ville de Fomboni pour voir les potentialités qu'elle regorge afin de penser à un probable investissement en accord avec les autorités insulaires.

Ce mercredi 27 juillet une cérémonie d'information et de partage d'idées et de prise de contact s'est tenue à la mairie de Fomboni en présence des autorités insulaires dont le Directeur de cabinet du

gouverneur, des autorités communales mais également des représentants des associations. C'était une cérémonie qui marquait le premier pas d'une coopération entre les villes de Fomboni et de Mamoudzou. Le maire de la commune urbaine de Fomboni Mouhaymine Ben Abdallah a rappelé les liens de fraternité qui existent entre l'île de Mohéli et Mayotte. Dans son allocution, il a sollicité l'accompagnement des élus de Mamoudzou pour le développement de sa commune.

Quant au deuxième adjoint au maire de Mamoudzou « l'aménagement du marché de Fomboni, les infrastructures sportives ainsi que le renforcement des capacités en équipements à la mairie de Fomboni seront parmi les projets phares qui seront au menu des discussions entre ces deux villes à travers leurs élus communaux » a-t-il promis. Ce sont des projets formulés par l'équipe de la mairie de



Fomboni et qui attendaient une signature d'accord de jumelage pour leur exécution. Malheureusement cette signature n'a pas eu lieu car le Ministère des affaires étrangères aurait émis des réserves sur certains points de ces accords. Le gouverneur Fazul est

parti à Moroni, ce document à la main et aurait promis que tout ira dans le bon sens pour que cet accord soit signé ultérieurement.

Riwad

## TRANSPORT INTER-ILES

## Le port de Boingoma bientôt réhabilité

*Depuis toujours, l'île de Mohéli souffre d'un déficit en matière d'infrastructures par rapport aux autres îles de l'archipel. Au gré des promesses, le port est celui qui polarise l'attention de la population locale à chaque changement de régime. Et le porte-parole du gouvernement annonce lors du dernier conseil des ministres la signature d'une convention avec la Banque Mondiale pour la réhabilitation du port de Boingoma ainsi que d'autres petits ports dans les trois îles.*

Cette fois-ci, c'est peut-être la bonne, en tout cas c'est ce qu'espèrent les habitants de Mohéli, de voir enfin leur port avoir les mêmes standards que ceux de Mutsamudu et de Moroni. L'annonce a été faite par le porte-parole du gouvernement, ministre de l'agriculture et de la pêche, Houmed Msaidie à

l'issue du conseil des ministres du mercredi 27 juillet. Un projet qui a été rendu possible grâce à des participations de plusieurs institutions financières internationales dont la Banque mondiale. « Nous avons déjà signé la semaine dernière, une convention avec la Banque mondiale pour la réhabilitation du port de

Boingoma ainsi que d'autres petits ports dans les trois îles dont les endroits restent à déterminer », déclare Houmed Msaidie. A en croire ce dernier, le port de Boingoma reste la priorité majeure dans cet accord qui comporte plusieurs volets.

Ce projet qui rassemble plusieurs partenaires des Comores (AFD, BID, BAD) chapeauté par la Banque mondiale mobilisera en tout la somme de 85 millions de dollars. « Les 40 millions déjà conclus seront affectés en priorité à la réhabilitation du port de Boingoma et à d'autres ports secondaires dans le Mbadjini, à

Chisiwani et Hoani », précise-t-il. Le deuxième volet de ce partenariat qui est en devenir, va consister à faciliter la circulation des biens et des personnes entre les îles. « Les 45 autres millions seront alloués à l'achat de 4 bateaux pour le transport entre les différentes îles », poursuit-il.

Et le ministre a rappelé que l'appel d'offres pour le premier projet sera incessamment lancé pour la réalisation du port de Boingoma. L'objectif du gouvernement est de faire en sorte que l'île de Mohéli soit dotée d'un port digne de ce nom. Si aucun calendrier n'a été donné quant à la date de livraison de l'ouvrage, on

imagine bien que cette annonce ministérielle suscite déjà l'enthousiasme de la population de l'île qui voit déjà les opportunités qui peuvent s'ouvrir à elle. On imagine tout aussi l'appréhension de celle-ci face à des promesses non tenues des gouvernements successifs sur la question du port de l'île de Mohéli. En tout cas, si ce projet venait à terme, ce n'est pas tout simplement la population locale qui en bénéficiera mais, l'ensemble des comoriens qui peuvent voyager librement dans l'île dans des conditions plus ou moins sécurisées.

AS Badraoui

## HABARI ZA UDUNGA

## Le "championnat", entre « Mchipa na Machuhuli »

*Quatre petites îles isolées au sein d'un océan, les îles de la lune, pour ne pas les nommer, se plaisent à naviguer à contre courants de la marche du monde qui les entoure. Les cadres et intellectuels qui gravitent autour de cet univers s'imaginent que le monde peut s'arrêter de tourner pour leurs beaux yeux. Aussi la question que les gens se posent a-t-il trait à notre capacité à embrouiller nos esprits avec des problèmes minimes et à perdre notre temps à vouloir tout expliquer à des gens qui ont assez de bon sens et savent dans une large mesure, ce qu'ils veulent.*

Quelqu'un nous expliquait l'autre jour, que si les autorités ne publient pas le nombre de demandeurs d'emploi, c'est parce qu'à l'intérieur du nombre de personnes qui "travaillent", se trouve un nombre non négligeable de personnes sans mandat précis. C'est ainsi que par un jeu de passe-passe, les gouvernements paient des chômeurs non déclarés comme tels. En fait nous travaillons pour gagner de l'argent et non pour produire quelque chose. Le travail est considéré comme quelque chose d'abstrait. La gestion axée sur les résultats ne fait pas partie de notre monde.

On peut donc se poser la ques-

tion de savoir si le microcosme politique a une conscience claire du fossé, qu'il est en train de créer, face à l'absence de perspectives claires pour notre jeunesse. Il suffit de faire un petit saut dans les quartiers populaires pour se rendre compte de l'état de dénuement total dans lequel vivent les habitants et plus spécifiquement les petits enfants en provenance de l'île soeur. Les actions que mènent des organismes internationaux, ne peuvent suffire à elles seules à renverser la vapeur sur ce terrain là. Il requiert de faire jouer les synergies entre les différentes structures qui peuplent nos ministères (Union et Gouvernorats).

Quand on regarde, ce qui se

passé dans un pays comme Haïti, on a des sueurs froides, en sachant que ce pays regorge une matière grise de haut niveau et qui s'enfoncent impuissant face aux événements de toutes natures. C'est ainsi que face à des telles situations de détresse, notre classe discutante, sous les cocotiers et dans la diaspora doit prendre la mesure des enjeux dont nous avons à faire face.

Nous savons que les domaines d'intervention ne manquent pas, que ce soit la place de notre pays face aux enjeux géopolitiques, la crise sociale face à l'inflation galopante et ses répercussions sur le devenir de notre jeunesse, la question des infrastructures notamment l'état des

routes, la place centrale de notre diaspora dans le processus de développement tant économique, culturel qu'artistique. Autant de pistes qui exigent que nous avancions des propositions concrètes.

Au lieu de cela, nous nous enfermons chaque jour qui passe à des débats stériles. Et comme le chante si bien Boule des îles : « Madjitso wo hudja hazila wa tsuloleya ». Mais en cette période de grandes vacances, les débats se concentrent plutôt deux points : Rhumatismes et Fêtes traditionnelles, « Mchipa na Machuhuli ».

Mmagaza

## PROJET DE MODERNISATION DE L'ÉTAT CIVIL COMORIEN

## Azali donne le coup d'envoi

*Accompagner la réforme législative, favoriser l'inter-connectivité du registre de l'état civil avec d'autres registres publics, etc., tels sont entre autres les points clés du lancement du projet d'appui à la modernisation de l'Etat civil aux Comores. Son informatisation sera une étape cruciale.*

Le chef de l'Etat Azali Assoumani a lancé hier jeudi 27 juillet à Moroni, le projet d'appui à la modernisation de l'Etat civil aux Comores (AMEC). Cet événement majeur a vu la présence des membres du gouvernement, des maires et du corps diplomatique, etc. Ce projet d'une enveloppe d'un million d'euros, consiste à accompagner la réforme législative, à favoriser l'inter-connectivité du registre de l'état civil avec d'autres registres publics et appuyer l'évaluation normalisée du système d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques vitales. Il va en outre accompagner la normalisation des procédures et des formulaires

de déclaration des faits d'état civil et la sensibilisation de la population aux bénéfices apportés par l'état civil.

Dans son allocution, la représentante de l'Unicef en Union des Comores Dr Mariame Sylla a rappelé qu'au cours des dix dernières années, une augmentation des niveaux d'enregistrement des naissances a été observée à l'échelle nationale. Selon l'enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples de 2012, 87% des naissances d'enfants de moins de 5 ans ont été enregistrées à l'état civil. Donc, augmenter le taux d'enregistrement des naissances ne suffit pas. Il est également nécessaire d'améliorer la qualité des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil afin d'atteindre une couverture universelle. « La Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant de 1989, souligne le rôle des États de veiller à ce que tout enfant qui naît, dispose d'un acte d'état civil. C'est donc dans le cadre de son mandat que l'Unicef a inscrit l'enregistrement des faits d'état civil, en particulier des naissances, au

rang de ses priorités, montre-t-elle. L'enregistrement officiel de la naissance d'un enfant établit son existence en vertu de la loi. En plus d'être la première reconnaissance légale de l'existence d'un enfant, l'enregistrement des naissances est essentiel pour garantir que les enfants sont comptés et ont accès aux services de base tels que l'éducation, la santé, la protection sociale et la justice ». Cette dernière espère que l'année prochaine et sous leadership du gouvernement, le pays disposera du cadre juridique portant sur l'Etat civil conforme aux standards internationaux grâce à la modernisation de la loi du 15 mai 1984.

Présent à cet événement, l'ambassadeur de France à Moroni Sylvain Riquier a expliqué que ce projet dédié aux Comores a pour ambition de réunir les fondamentaux juridiques et organisationnels d'un état civil moderne préalable à la mise en place dans le cadre d'un programme ultérieur, d'une identité nationale biométrique fondée sur l'état civil et un registre général de la population. « Ce

cheminement vers l'identité légale est en effet capital pour atteindre les objectifs fixés pour l'émergence des Comores. L'objectif de développement durable 16 des Nations Unies vise en effet d'ici 2030 à garantir à tous une identité juridique notamment grâce à l'enregistrement des naissances », précise-t-il.

Le ministre de l'intérieur Fakridine Mahamoud Mradabi a montré à son tour que ce projet a 5 objectifs notamment une réforme législative en favorisant l'émergence d'un consensus national, procéder à l'évaluation normalisée de l'Etat civil suivant la procédure panafricaine, normaliser les procédures et les formulaires de déclaration des faits d'Etat civil, sensibiliser la population aux bénéfices apportés par l'Etat civil, former les officiers d'Etat civil et les personnels communaux. « Il est d'évidence que l'architecture même de ce projet, sa viabilité et sa projection reposent sur une appropriation par toutes les parties prenantes, les pouvoirs publics singulièrement mais éga-

lement la société civile, les religieux, les femmes sans omettre la diaspora comorienne si pleine de vitalité », renchérit-il.

Dans la foulée, le chef de l'Etat Azali Assoumani a précisé que grâce à un Etat Civil fiable et mieux organisé, le pays parviendra à prévenir les contentieux devant le système judiciaire, à déterminer avec précision, la situation démographique, sanitaire et éducative du pays et à lutter efficacement contre la précarité. « Grâce à l'efficacité de notre Etat Civil, nous serons en mesure d'évaluer les besoins de notre pays, et d'améliorer ainsi notre système de gouvernance, afin de mieux répondre aux aspirations de notre peuple, à travers une meilleure planification économique et sociale », déclare-t-il tout en lançant un appel pressant à la population pour qu'elle se joigne aux efforts des autorités compétentes, dans la concrétisation des réformes à travers ce projet.

Andjouza Abouheir

## CONCOURS D'ENTRÉE EN SIXIÈME

## Des sites d'examen en manque de matériel à Ngazidja

*Comme prévu le concours d'entrée en sixième a débuté ce jeudi 28 juillet dans l'ensemble du territoire. Au niveau de Ngazidja, aucun candidat n'a été éliminé à part des absences non justifiées et quelques difficultés d'organisation enregistrées dans les sous-centres.*

Les examens nationaux de la session 2022 ont débuté ce jeudi 28 juillet. Les candidats ont répondu massivement à l'appel, bien que des absences ont été enregistrées dans les sous-centres d'examen. A Ntsudjini 5 candidats sont absents pour des raisons non divulguées, à Ntsaweni également 5 candidats ont raté l'examen. Dans le sous centre de Hahaya 3 candidats ont été déclarés absents pour cause de voyage à l'étranger. Puis 4 absences ont été également enregistrées dans le sous centre de

Vouvouni. En tout cas le ministre de l'éducation nationale Takiddine Youssouf a montré hier que le ministère et l'office national des examens et concours (ONEC) ont fourni beaucoup d'efforts pour assurer

l'organisation du concours tout en se réjouissant d'un bon déroulement de l'examen au niveau national.

Sauf que dans le sous centre de Ntsudjini, le chef du centre a regretté des manques de copies d'examen,

un manque aussi vite comblé par le nombre d'absences. Ce qui veut dire que le chiffre de candidats exacts inscrits dans ce sous centre avait répondu présents, des candidats n'auraient pas pu composer. A Ntsaweni également le chef du centre a regretté des manques de brouillons et d'intercalaire, tout comme le sous centre d'Ibn Khaldun dont des candidats ont été censés utiliser des brouillons comme intercalaire.

Au sous centre d'application, tout s'est déroulé dans les meilleures conditions. « L'examen a bien démarré avec l'épreuve du français en matinée, sur 396 élèves inscrits, seuls deux d'entre eux n'ont pas pu se présenter. L'école est bien sécurisée. À l'heure où je vous parle, aucun élève n'est éliminé ni un incident enregistré et toutes les mesures sont prises pour permettre aux

parents de voir leurs enfants après la pause », souligne le chef du centre.

Il faut rappeler que les candidats ne seront pas admis cette année avec des moyennes de 7 à 9. La moyenne pour l'admission est fixée à 10. Le ministre impose également que tout candidat non déclaré au concours d'entrée en sixième n'aura pas le droit de participer aux autres examens tels que le BEPC et le Bac au niveau national. L'objectif est de donner une dimension importante à cet examen souvent minimisé. La correction dudit concours est prévue de commencer dans 2 jours si d'autres circonstances malheureuses ne se présentent au fur et à mesure. Pour rappel, les candidats du baccalauréat sont attendus dans les sites d'examen respectifs le mardi prochain.

Kamal Gamal



## CONCOURS D'ENTRÉE EN 6ÈME

## A Anjouan, 111 absents sur 7992 candidats inscrits

*Le concours d'entrée en classe de sixième a débuté ce jeudi dans l'ensemble du territoire national. Le président du jury d'Anjouan, Djalalya Abdou a montré qu'ils ont enregistré zéro incident dans l'ensemble de l'île.*

Comme prévu le concours d'entrée en sixième s'est déroulé hier 28 juillet dans l'ensemble du territoire. A Anjouan, ils sont 7992 à s'inscrire cette

année, et 111 candidats ont brillé par leur absence. Les candidats sont répartis dans 21 sites au niveau de l'île. Domoni est en tête en supériorité numérique avec 1583 inscrits pour 4 sites, suivi de Mutsamudu qui comptabilise sur ces 3 sites 1332 candidats inscrits. Le président du jury, Djalalya Abdou, conseiller pédagogique montre qu'ils ont enregistré zéro incident dans l'ensemble de l'île. « Les épreuves se sont déroulées dans les

meilleures conditions et il n'y a pas eu d'incident », avance-t-il.

De leur côté, les parents d'élèves venus soutenir leurs enfants ont salué eux aussi un bon déroulement de l'examen. « Tout est bien passé dans l'ordre, suivant la règle de l'art et l'examen a démarré à temps surtout », expriment les parents d'élèves trouvés devant les sites d'examen à la sortie des épreuves au lycée et l'EPP Missiri. « Nous espérons la réussite de nos enfants, mal-

gré la perturbation de l'année dernière par le Coronavirus », indique Mohamed Halidi, un père d'enfant.

Pour une autre mère d'un candidat, « les enfants nous ont donné de bons espoirs. Ils disent que les épreuves étaient abordables, donc nous attendons de bons résultats inshallah ». Et d'ajouter que : « les résultats médiocres de l'année passée, consentis par l'animosité de la surveillance n'est que du passé. Nos enfants ont bien appris les leçons.

Inshallah, la réussite ». Il est à noter que, les réactions des uns et des autres se braquent sur l'état d'esprit de la surveillance de l'année précédente dans les examens et concours nationaux. A rappeler que 111 candidats ne se sont pas présentés et le président du Jury dit « ignorer les raisons ».

Nabil Jaffar

SOCIÉTÉ

# AfriYan Comoros représenté à la Conférence de haut niveau à Hararé

Une conférence ministérielle de haut niveau sur le rôle des communautés économiques régionales, des mécanismes régionaux, et de gouvernement dans la promotion du programme de jeunesse, de paix et de sécurité dans la région de l'Afrique se tient à Hararé au Zimbabwe du 25 au 29 juillet 2022. Le réseau national des jeunes Comores (AfriYAN Comoros) a pris part à cette conférence régionale. Parmi les résultats attendus de cette conférence, il y a la promotion des échanges intergénérationnels entre les jeunes et les décideurs politiques.

la promotion et l'investissement dans le programme de la jeunesse de la paix et de la sécurité au niveau de l'Afrique. Les discussions portant essentiellement sur le rôle crucial de la jeunesse dans la contribution au maintien de la paix et la sécurité dans les pays africains.

Les résultats attendus sont en autres le plaidoyer en faveur des politiques inclusives, d'une participation accrue et d'un engagement significatif des jeunes dans les processus et programmes de prise de décisions par les gouvernements et les organismes régionaux. Mais aussi une meilleure compréhension des initiatives YPS (la jeunesse, la paix et la sécurité) dans la région de l'Afrique australe par les différents gouvernements.

Promouvoir les échanges intergénérationnels entre les jeunes et les décideurs politiques en Afrique australe fait également partie des résultats escomptés. Tout comme le renforcement du partenariat et de la coordination des parties prenantes de la YPS dans la région de l'Afrique australe, et élaboration d'une note d'orientation ou d'un communiqué pour éclairer les changements de politique à la suite de l'examen des cadres juridiques et politiques internationaux et régionaux dans la région.

**A**friYAN Comoros qui œuvre dans le développement et la participation des jeunes aux instances de décisions, constituant une force de proposition et de plaidoirie, est invitée par le gouvernement pour représenter la jeunesse comorienne en compagnie d'Ibrahim Mohamed représentant du réseau des jeunes entrepreneurs et des représentants des Ministères.

C'est la présidente insulaire de Mohéli, Staouyah Zakaria qui représente AfriYAN Comoros à Hararé dans cette conférence de haut niveau qui se déroule à Hararé au Zimbabwe du 25 au 29 juillet 2022. Cette conférence est axée sur

Riwad



**VOUS ÊTES PROPRIÉTAIRE DE**



TAXI



BUS



CAMION

BATEAU DE PECHE



**Telma propose une nouvelle solution innovante pour votre sécurité et vos revenus.**

Appelez le **411 01 80** ou le **411 00 29** pour informations complémentaires

**La Gazette des Comores**  
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES  
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse postale : \_\_\_\_\_ email : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ Mob : \_\_\_\_\_

**Périodicité :**  
3 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
6 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
12 mois  Montant : \_\_\_\_\_

**Mode de règlement :**  
Espèces   
Chèque  n° \_\_\_\_\_  
Virement bancaire  réf. : \_\_\_\_\_

Moroni le,  
Signature : \_\_\_\_\_

**Tarifs d'abonnement**  
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

## FOOTBALL FÉMININ EN AFRIQUE :

## Les choses bougent

*Ligue des champions féminines africains, CAN féminine à 12 équipes, les choses sont entrain de bouger au niveau du football féminin dans le continent. Cette dynamique retrouvée est sous l'impulsion du président de la CAF, Dr Motsepe.*

Dès son arrivée à la tête de l'instance faîtière du football continental, le président de la CAF, Dr Motsepe a mis la femme au centre de ses préoccupations. Un engagement qu'il a réitéré à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. « Les femmes jouent un rôle central dans l'avenir du football africain et dans le développement et la croissance socio économique du continent africain », avait-t-il dit. Un marqueur pour le président de la CAF, qui ne dissocie jamais football et développement. Pour mener à bon port ce challenge, qui de mieux que Kanizat Ibrahim.

Cinquième vice-présidente de la CAF, cette dernière est connue du côté de Moroni (Comores) comme la dame aux mains de fer dans un gant de velours. Autoritaire s'il le faut mais toute aussi diplomate et consensuelle. Présidente du Comité de Normalisation du football como-



rien de novembre 2019 à février 2021, elle a su relever le défi astreint par la FIFA qui était de doter la FFC (code électoral, statuts, organiser des élections...) d'un cadre nouveau. Il était évident qu'après cette réussite, les portes lui allaient être ouvertes pour franchir un palier dans son propre développement et

en termes de responsabilité au sein de la CAF.

Dynamique et ambitieuse, elle s'est présentée aux élections du 12 mars 2021 pour intégrer le Comité Exécutif de la CAF. Sans surprise, elle réussit à se faire élire. Sur 52 votants, elle récolte 32 voix soit 67% contre 17 pour ses deux

concurrents (Patricia Rajeriarson et Lawson Edzona) deux femmes pourtant qui ont déjà fait leurs preuves au sein de l'instance dirigeante de la CAF. Cette élection, l'a propulsé tout naturellement à la présidence de la commission du football féminin.

AS Badraoui

## Numéros utiles

## Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Gendarmerie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

## Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Moheli: 772 01 37

## Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Moheli: 772 03 71

## Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Moheli: 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

## Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

## Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 773 43 43  
Meck: 773 36 40

## MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18



## Avis de recrutement

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe l'Union des Comores, la France (Réunion), Madagascar, Maurice et les Seychelles. Avec le soutien de ses partenaires, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant l'ensemble des Objectifs de développement durable.

A travers son projet ECOFISH, elle assure la mise en œuvre des activités ayant pour objectif de stimuler une croissance économique équitable en promouvant une pêche durable en Afrique de l'Est, Afrique Australe et dans la région de l'océan Indien (EA-SA-IO).

Si vous êtes motivés et prêts à relever des défis, la COI, pour ce projet, est à la recherche de :

**Un(e) Responsable Régional d'Aménagement de Pêcheries**

Les dossiers d'appel à candidatures peuvent être obtenus comme suit :

- Téléchargement à travers le site internet de la COI [www.commissionoceanindien.org](http://www.commissionoceanindien.org) – rubrique « Opportunité »
- Au Département des ressources humaines à l'adresse électronique suivante : [hr@coi-ioc.org](mailto:hr@coi-ioc.org)

La date limite de dépôt de candidature est fixée au **vendredi 12 août 2022 à 16h00 (heures de Maurice)**.

## SOCIÉTÉ

# La capitale croule sous les ordures, que faire ?

*Depuis des lustres, la question des ordures dans la capitale s'est imposée dans le débat public.*

*Difficile aujourd'hui de discuter, même dans les taxis, sans que cette question ne s'invite. A qui la faute ?*

Moroni, capitale des Comores, mérite-t-elle encore d'être présentée comme la vitrine de notre pays. C'est pourtant là où tout le monde se rend chaque jour pour des multiples raisons : les fonctionnaires, les commerçants, les étudiants, les touristes, pour ne citer que ceux-là. Cette agglomération urbaine de plus de 100 000 habitants, a perdu de sa superbe au fil des années, à cause de l'insalubrité et de la construction anarchique dont la responsabilité incombe à l'Etat et à la municipalité. Malheureusement, Moroni donne l'image d'une ville qui croule sous ses ordures, sans véritable politique d'assainissement et de voirie digne de ce nom. Et cela dégrade chaque jour l'image de la capitale. Difficile aujourd'hui de discuter dans les places publiques, même dans les taxis sans que cette question n'apparaisse. Et même si ça ne fait pas partie du sujet, elle s'introduit. Certains pointent du doigt la mairie qui doit s'en

occuper et d'autres disent que tout le monde est responsable, ou que l'éducation civique et aux règles de bonne conduite, permettra de garder la ville un peu plus propre.

« Je me suis toujours demandé pourquoi la mairie n'arrive pas à résoudre la question des ordures dans la capitale. C'est une question d'organisation. Il faut que la mairie prenne les choses en main. Les agents municipaux collectent beaucoup d'argent dans les deux marchés de la ville. Donc, ils doivent trouver une solution contre les immondices,

afin de redorer l'image de la capitale », montre un vendeur au petit marché de Moroni. Ce dernier propose de placer des grandes poubelles aux quatre coins de Moroni et que chaque matin un camion passe pour enlever les déchets. « Je pense qu'avec ce système, on peut diminuer un peu les déchets partout », poursuit-il.

Quant à Soilihi Mohamed, il met en cause tout le monde. Pour lui, tout le monde doit être responsable, puis changer notre mentalité. Et c'est vrai. « Un geste de bonne

conduite permettra de garder Moroni un peu plus propre. Il ne faut pas accuser l'autre alors que toi-même tu n'es pas responsable », dit-il. Cet enseignant fait référence aux gens qui boivent leur boisson et jettent la cannette par terre. Ou bien ceux qui jettent le pot de yaourt sans aucune gêne. « La question des ordures nous concerne tous. Commençons déjà par ne plus jeter nos déchets partout et dire par la suite Moroni Madjaya », dit-il. Selon lui, il est temps de changer nos mentalités et suivre l'exemple

de certains pays du continent ou de la région. Donc la question des ordures n'est pas une affaire de la seule mairie ou d'un ministère de tutelle, les petits gestes de chacun sont essentiels.

Nassuf Ben Amad



Les montagnes d'ordures s'accumulent au marché de la capitale

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssouf  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufé Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou  
 Nabil Jaffar  
 Riward  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

## Appel à candidature pour le recrutement d'un(e) Chargé(e) en Suivi-Evaluation.

Le Ministère de la santé en Union des COMORES, a bénéficié de la part du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme d'un financement pour son projet de lutte contre la COVID-19 et compte procéder au renforcement de l'Unité de gestion pour la Direction de Lutte contre le SIDA, le Programme National de Lutte contre la Tuberculose et le Programme National de Lutte contre le Paludisme.

C'est à ce titre que le Ministère de Santé en collaboration avec le Programme National de Lutte contre le Paludisme et la Direction de Lutte contre le SIDA, lancent un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un (une) chargé(e) en Suivi /Evaluation

### 1. GENERALITES

**Titre du poste :** Chargé(e) en Suivi et Evaluation

**Durée de contrat:** un (1) an et demi avec une période d'essai de 3 mois

**Lieu d'affectation:** Siège du PNL, Moroni Grande-Comores

**Statut contractuel:** Personnel des trois programmes

### 2. DESCRIPTION DES TACHES

Sous la coordination du Coordinateur de Lutte contre le Paludisme et des supérieurs hiérarchiques des programmes paludisme, tuberculose et VIH, le ou la chargée doit :

- Créer le cadre nécessaire pour permettre le système de suivi évaluation d'être plus per-

formant,

- Elaborer les outils harmonisés appropriés pour permettre aux programmes et aux agents un reporting simplifié,

- Asseoir les bases juridiques pour garantir l'éthique et le respect de la confidentialité des données;

- Faciliter un meilleur reporting du rapport périodique au Fond Mondial par un mécanisme simple de collecte et d'analyse des données

- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des plans de suivi évaluation des trois programmes;

- Renforcer le système national de suivi évaluation décentralisé ;

- Appuyer les gestionnaires de données en vue d'un meilleur traitement et analyse des données;

- Informer à temps aux supérieurs hiérarchiques des programmes les écarts substantiels dans la mise en œuvre des activités et partager avec les Assistants Techniques des trois programmes

- Faire des recommandations à la suite de l'exploitation des rapports ;

- Contribuer dans la formation des responsables des partenaires des trois programmes,

- Apporter un appui dans la coordination des activités de surveillance et de recherche en collaboration avec les chargés de suivi/évaluation des trois programmes;

- Assurer la préparation du rapport de Suivi/Evaluation des trois programmes

- Assurer le suivi des indicateurs des trois programmes ;

- Participer à l'élaboration des rapports nationaux et internationaux des trois programmes ;

- Etablir les documents permettant de

recueillir les données ;

- Définir les procédures de suivi.

- Etablir des analyses comparatives entre les prévisions et les réalisations,

### 3. EXIGENCES DU POSTE :

• Poste basé à Moroni avec possibilité de déplacement sur l'ensemble du territoire national

• Polyvalent, adaptable et souple d'esprit

• Management et travail en équipe

• Sens aigu de la diplomatie, patience et persévérance

• Bon esprit analytique et de synthèse

• Bonnes capacités d'expression orale et écrite en français

• Patience et sens de la pédagogie

### 4. Reporting :

• Reporting technique aux supérieurs hiérarchiques des programmes paludisme, tuberculose et VIH ;

• Partage de données et informations avec les autres acteurs ;

• Rapport mensuel (tâches effectuées du mois et avancement des objectifs) ;

• Evaluation permanente des objectifs et de leur faisabilité ;

• Rapport de fin de mission ;

### 5. QUALIFICATIONS REQUISES :

- Niveau minimum Bac + 5 ans en sciences sociales (DEA, DESS, Doctorat);

- Expérience d'au moins trois (3) ans en Suivi/Evaluation des projets

- Aptitude à maintenir des relations de travail harmonieuses ;

- Bonne connaissance de l'informatique (maîtrise des logiciels courant) ;

- Grande expérience approfondie dans l'utilisation d'une base des données ;

- Bonne connaissance en épidémiologie de base ;

- Bonne maîtrise de la langue française.

### 6. CONDITIONS PARTICULIERES

- Etre de nationalité comorienne ;

- Grande disponibilité ;

- Etre libres de tout engagement immédiat ;

- Toutes les candidatures sont encouragées.

### 7. DEPOT DES CANDIDATURES

Les dossiers de candidatures devront inclure :

- une lettre de motivation pour l'intérêt porté à ce poste ;

- le curriculum vitae ;

- les copies des diplômes et attestations.

- Une photocopie de la Carte d'identité nationale

Ils doivent parvenir au PNL à l'attention du coordinatrice du PNL sous pli fermé avec la mention "**Chargé(e) Suivi/Evaluation**" à l'adresse ci-après, au plus tard le **17 août 2022 à 15h00**.

**Seul(e) le (la) candidat(e) retenu(e) sera notifié(e).**

Programme National de Lutte contre le Paludisme

Route Corniche

B.P : 6512 Moroni

Tél : 7738076